



ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES EN 2013

- Dans la présente édition de L'état des villes, nous étudions la performance économique des principales régions métropolitaines du Canada en 2013. Le rythme toujours faible de l'inflation et la résilience du marché de l'habitation ont été les faits saillants à l'échelle macroéconomique nationale. Nous examinons ici l'évolution de la situation à une échelle plus locale.

Ouest du Canada

- Dans l'ouest du Canada, la vigueur sur le plan démographique et de la croissance du revenu en Alberta et en Saskatchewan a une fois de plus contribué à la surperformance du marché de l'emploi de ces provinces l'an dernier. En ce qui a trait à la pression sur les prix, Vancouver et Victoria se retrouvent en situation de déflation ou de quasi-déflation. Les mises en chantier se sont poursuivies de façon particulièrement soutenue dans les régions métropolitaines de Saskatchewan.

Centre du Canada

- Dans le centre du Canada, Toronto et Montréal n'ont pas vu leur taux de chômage s'améliorer, malgré un nombre spectaculaire d'emplois créés. Du côté d'Ottawa-Gatineau, les réductions budgétaires ont entraîné des pertes d'emploi. Les pressions inflationnistes ont été particulièrement faibles dans les deux régions métropolitaines du Québec, tandis que le nombre de mises en chantier a dégringolé à Toronto, à Montréal et à Québec.

Canada atlantique

- Du côté du Canada atlantique, le marché de l'emploi de Saint John a vu sa situation s'améliorer nettement vers la fin de l'année, tandis que ceux d'Halifax et de St. John's ont essentiellement stagné en 2013. Les mises en chantier ont reculé dans la plupart des villes, mais de façon plus marquée à Saint John.

TABLEAU 1 : APERÇU TD DES RÉGIONS

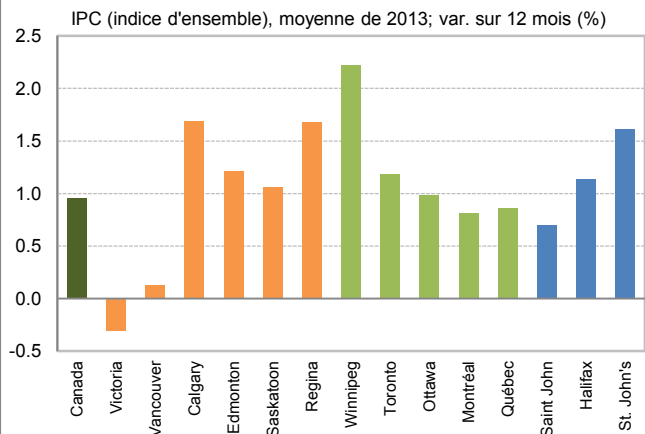
Mise à jour:	Taux de chômage ¹ Janvier 2014	Création d'emplois D.D. (en milliers) T4 2013	Prix moy. d'une maison (en milliers de dollars) ¹ Janvier 2014	Population (en milliers) ² Décembre 2013	Revenu personnel disponible (\$) ¹ T4 2013
Ouest	5.5	19.1	572	6,064	35,822
Centre	7.6	6.7	427	12,965	30,595
Atlantique	6.4	4.2	257	751	31,338

Remarques : ¹ Le poids des populations est basé seulement sur les 3 à 6 villes de chacune des 3 régions.

² Pour Saint John et St. John's, les chiffres sont approximés à l'aide des données du Recensement de 2011 et du taux de croissance démographique entre 2006 et 2011.

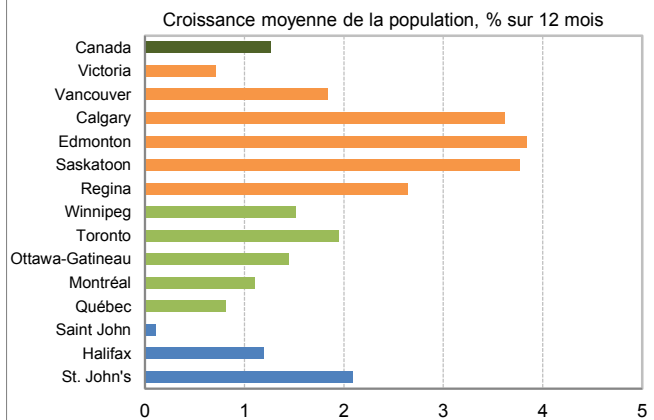
Sources : Statistique Canada, FP Markets, Association canadienne de l'immeuble, Conference Board du Canada.

FAIBLE INFLATION : LE FAIT SAILLANT ÉCONOMIQUE DE 2013



Source : Statistique Canada.

CROISSANCE DE LA POPULATION : PLUS FORTE DANS L'OUEST



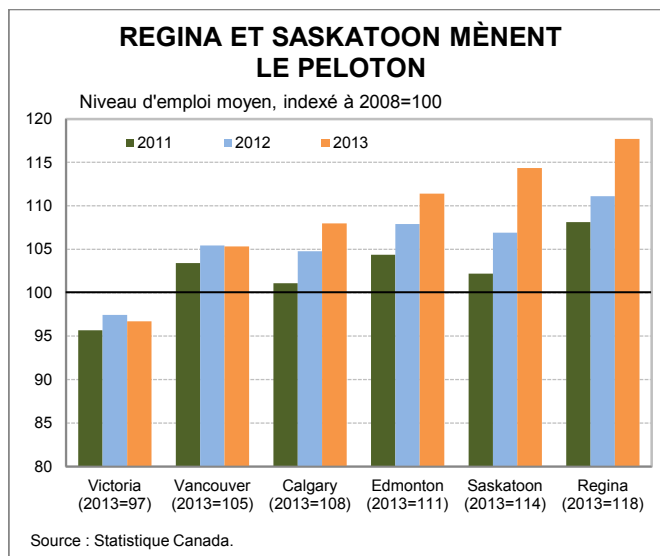
Source : Statistique Canada.

OUEST DU CANADA

Les villes de l'ouest ont connu des performances économiques mixtes l'an dernier. À Victoria, les prix ont reculé de 0,3 % en moyenne en 2013. La ville a perdu près de 1 % de ses emplois, tandis que les chiffres pour le marché du travail restaient de 3 % inférieurs à ceux d'avant la crise. Le taux de chômage est demeuré stable, la croissance de la population ayant été négligeable. La croissance du PIB réel est estimée à 0,2 % en 2013, et devrait tourner autour de 1,9 % au cours des deux prochaines années. Les mises en chantier représenteront un boulet important, puisque leur nombre devrait plonger de 31 % en 2014.

À **Vancouver**, l'inflation a également été négligeable au cours de l'année (+0,1 %). La création d'emplois a été négative pour la première fois depuis 2009 (-1 600), tandis que le taux de chômage s'est maintenu dans la fourchette supérieure des 6 %. La croissance du PIB réel a ralenti pour une troisième année consécutive (1,3 % selon les estimations), mais elle devrait retrouver son rythme pour atteindre une moyenne de 2,7 % en 2014 et en 2015, malgré le frein que représenteront les mises en chantier pendant la période visée par nos prévisions.

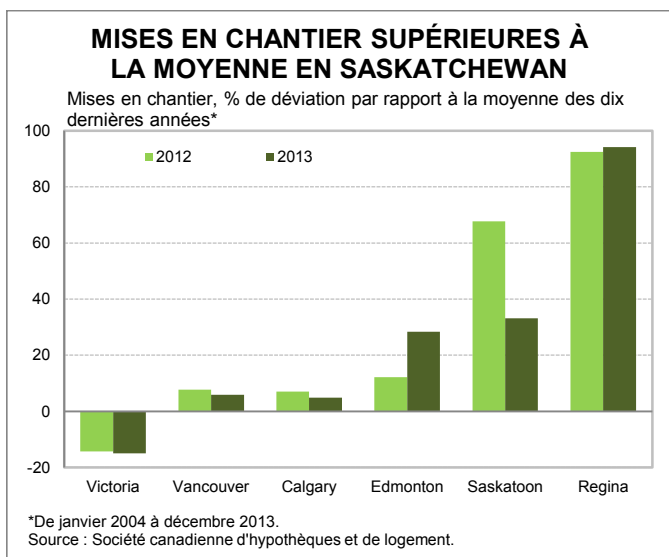
Calgary a connu une autre année marquée par la solide performance de son marché de l'emploi, avec un gain net de 23 000 emplois (+3 %) et un taux de chômage sous les 5 % pendant la plus grande partie de l'année. La croissance du PIB réel s'est établie à 4,0 % en 2013, et elle devrait ralentir à 3,8 %, puis à 3,1 % au cours des deux prochaines années. La construction de logements devrait soutenir la croissance économique, surtout en 2014, et les travaux de reconstruc-



tion faisant suite aux inondations contribueront au bond de 25 % attendu du côté des mises en chantier.

Edmonton a elle aussi connu une année supérieure à la moyenne, avec 22 500 emplois créés (+3,3 %). Cette croissance impressionnante s'est toutefois accompagnée d'une hausse de plus d'un point du taux de chômage dans la capitale albertaine (de 4,3 % à 5,5 %), ce qui s'explique par une plus forte croissance de la population, d'environ 4,0 % sur douze mois. Après avoir trôné à un sommet national de 5,9 % en 2012, la croissance du PIB réel a ralenti à 3,6 % en 2013, selon les estimations. Ce ralentissement devrait se poursuivre, mais il est probable que la ville continue d'enregistrer une croissance supérieure à la moyenne, de 3,3 % en 2014 et de 2,9 % en 2015. L'écart observé entre les deux villes albertaines peut s'expliquer par la présence plus forte du secteur public à Edmonton et par les efforts de reconstruction qui auront lieu à Calgary. Le nombre de mises en chantier ne devrait pas fluctuer de façon importante en 2014 et en 2015.

En 2013, **Saskatoon** a vu son taux d'emploi grimper de 7 % grâce à un gain de plus de 10 000 emplois. La croissance de la population est demeurée solide, à 4 %, et le taux de chômage est passé d'une moyenne de 5,5 % en 2012 à 4,2 % en 2013. La croissance du PIB réel s'est poursuivie à un rythme soutenu estimé à 4,4 % en 2013 et, selon les prévisions, elle devrait s'établir au-dessus de la moyenne pour les deux prochaines années, soit à 2,7 % et à 2,9 %. Le ralentissement prévu s'explique par le recul attendu du rendement des cultures agricoles à la suite des récoltes exceptionnelles de 2013. Le nombre de mises en chantier a été



particulièrement élevé au cours des deux dernières années comparativement à la moyenne pour la décennie, et il devrait donc reculer pour passer de 3 000 à 2 200 logements en 2014.

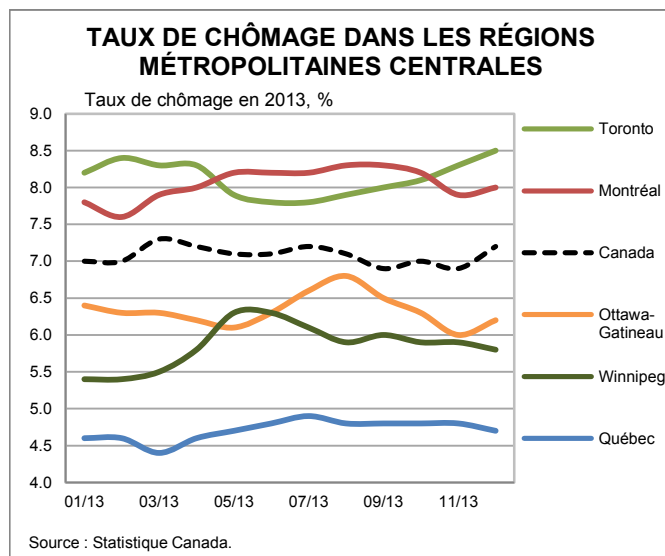
Regina a elle aussi connu une bonne année, avec 7 500 nouveaux emplois (+5,9 %). Le marché de l'emploi a connu une expansion de 18 % par rapport à son niveau d'avant la crise, le meilleur résultat à l'échelle nationale. Son taux de chômage a également été le plus faible au Canada, à 3,6 %,

bien qu'il ait augmenté au cours des derniers mois (4,4 % en janvier 2014). La population a continué de croître à un rythme d'environ 3 %. Cela n'empêchera toutefois pas le nombre de mises en chantier de connaître un recul de 20 % par année au cours des deux prochaines années, selon les prévisions. La croissance du PIB réel, qui s'est établie à 4,0 % en 2013, selon les estimations, devrait ralentir pour s'établir à 2,9 % en 2014, puis à 2,7 % en 2015.

CENTRE DU CANADA

Le taux de chômage a grimpé à **Winnipeg** au cours de la première moitié de 2013, passant de 4,5 % à 6,3 %, avant de se rétablir quelque peu pour terminer l'année à 5,8 % (décembre 2013). Quelque 3 000 emplois ont été créés sur une base annuelle l'an dernier, ce qui représente 90 % des gains nets d'emploi au Manitoba. La croissance du PIB réel s'est établie à 1,9 %, selon les estimations (elle était de 1,5 % en 2012), et nous nous attendons à voir ce rythme s'accélérer pour la région métropolitaine au cours de la période visée par nos prévisions (+2,4 % en 2014 et +2,0 % en 2015). En termes relatifs, la région a connu la plus forte croissance de la population du centre du Canada, après Toronto, ce qui a contribué à la hausse de 18 % du nombre de mises en chantier par rapport à 2012. Un recul est néanmoins attendu de ce côté en 2014. La capitale manitobaine a également été la seule région métropolitaine canadienne à connaître un taux d'inflation supérieur à 2 %, notamment à cause de l'introduction de nouvelles taxes de consommation dans le calcul sur douze mois.

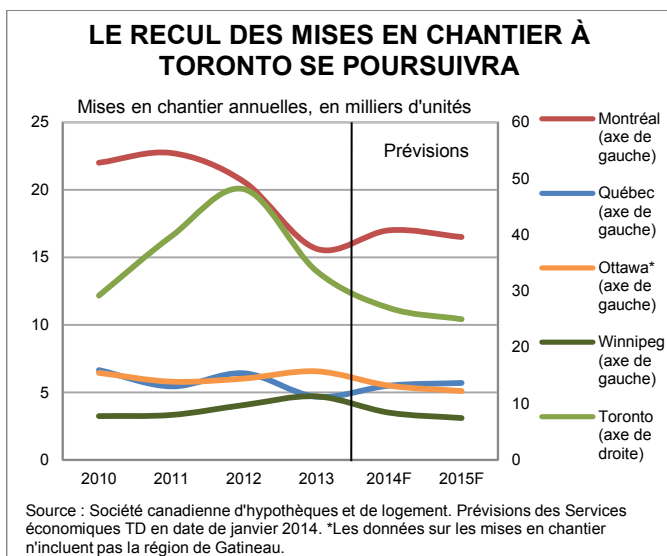
Toronto a terminé l'année avec le taux de chômage le plus élevé de toutes les régions métropolitaines de notre liste, soit 8,4 %. Le niveau d'emploi a cependant été 4 % plus élevé, en moyenne, qu'en 2012. Un nombre impressionnant de 121 000 emplois ont été créés en 2013 (l'Ontario, sans la région du Grand Toronto, en a perdu 26 000). Ces gains se comparent très avantageusement avec les chiffres de 2012 (36 000) et de 2011 (50 000). Les mises en chantier représenteront un frein pour la suite des choses : après avoir chuté d'environ 30 % en 2013, elles devraient descendre encore de 20 % en 2014, avant de perdre un autre 7,4 %



en 2015. Ce recul contribuera à atténuer les principaux déséquilibres du marché. Un huard plus faible devrait quant à lui insuffler un regain au secteur manufacturier, bien qu'un tel regain dépende également de la robustesse de la reprise aux États-Unis. Par conséquent, nous nous attendons à voir la croissance du PIB réel passer de 2 % en 2013, selon les estimations, à 2,3 % en 2014, pour ensuite atteindre 2,9 % en 2015.

La région d'**Ottawa-Gatineau** a continué de souffrir des restrictions budgétaires dans le secteur public. En 2013, le secteur de l'administration publique a subi une perte nette de 14 000 emplois. Cette situation ne s'est pourtant pas traduite par une hausse du taux de chômage dans la région : celui-ci est resté stable, dans la fourchette inférieure des 6 %. Cette situation peut être attribuée à un déclin du même ordre de la population active. C'est pourquoi, selon les estimations, le PIB réel n'a pas connu d'expansion en 2013, après s'être contracté en 2012. Selon notre pronostic, un modeste regain d'activité devrait être enregistré en 2014 et en 2015. La croissance observée du côté des mises en chantier a été meilleure que dans l'ensemble de la province, à environ 10,7 % en 2013, mais nous anticipons un recul pour la suite étant donnée la saturation du marché de l'habitation.

À l'instar de Toronto, **Montréal** n'a pas réussi à enregistrer d'amélioration notable de son taux de chômage, qui s'est maintenu autour de 8 % tout au long de l'année dernière. La bonne nouvelle, c'est que presque autant d'emplois ont été créés dans la région métropolitaine de recensement en 2013 (58 600) que de 2008 à 2012 (64 800). Selon nos estimations, le PIB réel a connu une croissance de 1,7 % en



2013. Cette performance devrait être suivie de résultats, plus solides, de 2,2 % en 2014 et de 2,6 % en 2015. Les mises en chantier ont affiché une baisse de 26 % par rapport à 2012, une étape nécessaire pour corriger l'importante situation de surconstruction dans la ville.

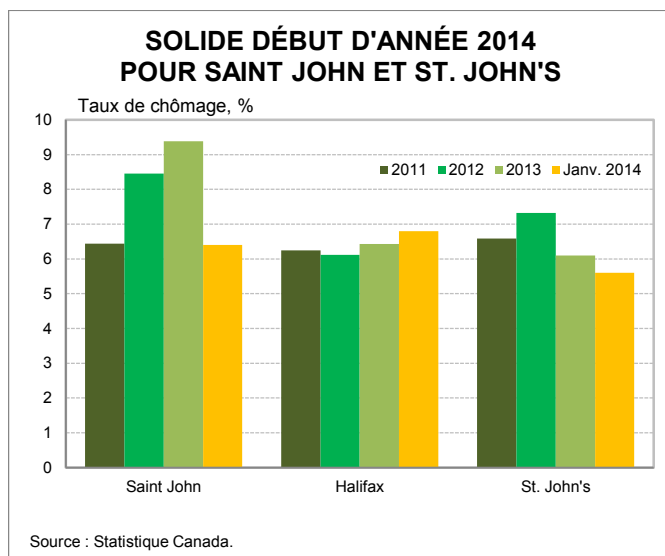
Québec a vu son taux de chômage demeurer légèrement sous la barre des 5 % tout au long de l'année, tandis que son marché laissait échapper 1 400 emplois. Il s'agit de la troisième année consécutive d'affaiblissement du marché de l'emploi de la Vieille Capitale, où les conséquences de la cure minceur que subit l'important secteur public se font

sentir. Pour cette raison, la croissance du PIB réel en 2013 s'est établie à un maigre 0,4 %, bien en deçà du taux de 1,6 % enregistré en 2012. Les prévisions sont de 1,9 % pour 2014 et de 2,0 % pour 2015. Tout comme Montréal, Québec a vu le nombre de ses mises en chantier diminuer considérablement en raison d'un surplus de copropriétés sur le marché. Nous prévoyons que le nombre de mises en chantier augmentera de 10 % annuellement pour les deux prochaines années à Québec, tandis qu'il connaîtra un déclin modeste chaque année dans l'ensemble de la province.

CANADA ATLANTIQUE

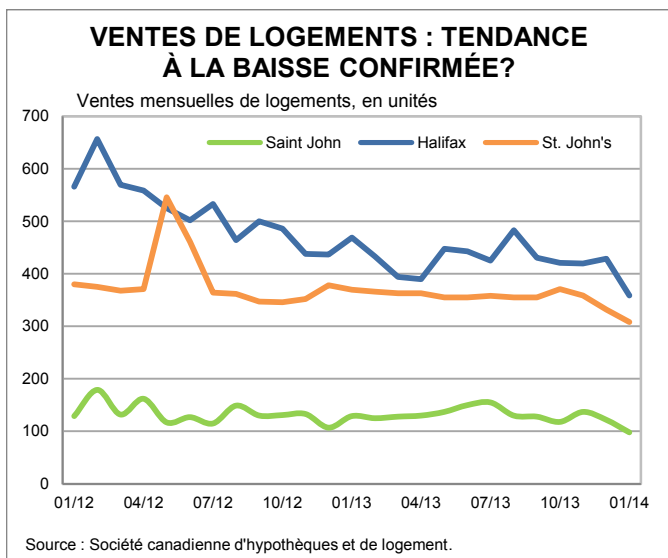
En 2013, le niveau d'emploi à **Saint John** était de 0,9 % inférieur à ce qu'il était en 2012, sur une base annuelle. Ces chiffres dissimulent toutefois certains progrès importants accomplis vers la fin de l'année. De décembre 2012 à décembre 2013, cette région métropolitaine du Nouveau-Brunswick a affiché la meilleure performance de la région de l'Atlantique en ce qui a trait à la croissance de l'emploi, grâce à un gain d'environ 5 000 emplois (8,4 %). Ces résultats sont particulièrement solides étant donné le contexte de réductions budgétaires, le tiers de son économie étant lié au secteur public. La récente hausse de l'emploi à Saint John a permis à la ville de retrouver un niveau d'emploi comparable à celui d'avant la crise. Ainsi, le taux de chômage à Saint John a reculé pour atteindre son plus bas niveau depuis plus de deux ans en janvier 2014, à 6,4 %. Étant donné la faible impulsion en fin 2012, nos estimations pointent tout de même vers une contraction du PIB réel de 0,2 % en 2013. À ces faibles résultats devraient en succéder d'autres, plus solides, de 0,8 % en 2014 et de 2,1 % en 2015. La croissance négligeable de la population, à 0,2 %, a contenu les mises en chantier, dont le nombre a chuté d'environ 44 % par rapport à l'année précédente. Selon nos prévisions, les mises en chantier devraient connaître une croissance modérée de 0,9 % en 2014, avant de retrouver un rythme de croissance plus élevé de 10 % en 2015.

Halifax a connu une année plutôt lente sur le plan de l'emploi avec une croissance moyenne de 0,9 %, tandis que l'ensemble de la province a affiché un déclin de -0,3 %. Toutefois, la tendance était à la baisse à l'approche de 2014, les gains d'emploi ayant été nuls après la fin du



deuxième trimestre. D'après les prévisions, la production de gaz naturel (voir notre rapport intitulé [Les producteurs de gaz naturel canadiens ont-ils enfin de quoi se réjouir?](#)) dans le cadre du projet Deep Panuke en 2014, de même que l'investissement d'Irving dans son chantier naval, devraient faire progresser le PIB réel de 2,4 % en 2014 et de 3,2 % en 2015 (la croissance estimée était de 1,5 % en 2013). Si ces prévisions se matérialisent, cette région métropolitaine de la Nouvelle-Écosse devrait être propulsée au sommet de notre liste des régions métropolitaines canadiennes les plus vigoureuses en 2015, puisque la construction de navires à compter de cette année insufflera un élan considérable au secteur manufacturier. La croissance de la population avoisinera la moyenne nationale, mais elle ne sera pas suffisante pour stimuler les mises en chantier. Après avoir diminué de 5,4 % en 2013, leur nombre devrait continuer de décroître, de 4,0 % et de 8,0 %, au cours des deux prochaines années, une performance qui sera inférieure à celle de la province.

Quant à **St. John's**, elle a plus que compensé la contraction de 2,3 % de son PIB réel en 2012 avec une croissance estimée de 5,2 % en 2013, la meilleure performance à l'échelle nationale. Étant donnée la poussée qu'a connue la production de pétrole l'an dernier (de 17 % supérieure au niveau de 2012, qui lui était de 26 % inférieur à celui de 2011), le PIB réel devrait croître à un rythme plus modeste de 0,9 % en 2014 et de 1,7 % en 2015 en raison du ralentissement de la production et des dépenses en capital. Les gains d'emploi dans la région métropolitaine de Terre-Neuve-et-Labrador n'ont pas suivi la cadence, et le niveau d'emploi moyen a reculé de 0,3 % par rapport à 2012 sur une base annuelle,



au moment où des activités de maintenance de routine sur les puits étaient effectuées. L'augmentation de la production semble avoir eu des retombées positives sur les données d'emploi pour le reste de la province, puisque Terre-Neuve-

et-Labrador (excluant St. John's) a gagné 3 100 nouveaux emplois. Les mises en chantier ont diminué d'environ 20 % l'an dernier, mais leur nombre devrait demeurer stable au cours de la période couverte par nos prévisions.

TABLEAU 2 : APERÇU TD DES MÉTROPOLES										
	Emploi			Coût de la vie		Données démographiques		Prévisions relatives au PIB réel		
	Var. annuelle % Jan. 2014	Croissance - Moyenne mobile sur 3 mois Jan. 2014	Taux de chômage % (moy. du trimestre) T4 2013	Taux de chômage % Jan. 2014	IPC - Var. annuelle % Jan. 2014	Croissance du revenu personnel disponible - Var. annuelle % T4 2013	Croissance démographique - Var. annuelle % Jan. 2014	Répartition de l'immigration nationale (moy. annuelle) ² T4 2013	2014 % Jan. 2014	2015 % Jan. 2014
Mise à jour:	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014
Canada	0.8	1.0	7.0	7.0	1.5	2.3	1.3	100.0	2.3	2.4
Ouest										
Victoria (C.-B.)	-3.3	-2.3	4.6	4.9	-0.1	0.3	0.8	0.5	1.9	1.9
Vancouver (C.-B.)	1.7	0.6	6.5	6.3	0.2	0.3	1.9	11.8	2.5	2.9
Calgary (Alb.)	4.0	4.1	4.6	4.8	3.1	1.7	4.1	7.1	3.8	3.1
Edmonton (Alb.)	3.5	3.1	5.4	5.5	2.2	1.4	4.0	5.2	3.3	2.9
Saskatoon (Sask.)	5.3	6.1	4.3	4.3	2.1	4.8	4.2	1.5	2.7	2.9
Regina (Sask.)	3.9	4.4	3.9	4.4	2.4	2.9	3.0	1.4	2.9	2.7
Centre										
Winnipeg (Man.)	0.0	0.5	5.9	5.8	2.6	1.7	1.8	2.8	2.4	2.0
Toronto (Ont.)	1.8	2.1	8.3	8.4	1.8	3.9	1.9	30.8	2.3	2.9
Ottawa (Ont.)/Gatineau (Qc)	-1.5	-2.2	6.2	6.4	1.4	-1.7	1.4	1.6	1.7	2.4
Montréal (Qc)	0.5	1.2	8.0	7.9	1.2	3.6	1.1	17.0	2.2	2.6
Québec (Qc)	2.3	1.3	4.8	4.3	1.1	1.3	0.8	1.1	1.9	2.0
Atlantique										
Saint John (N.-B.) ³	8.6	7.1	7.8	6.4	1.6	-	0.2	-	0.8	2.1
Halifax (N.-É.)	0.9	1.3	6.6	6.8	1.5	2.2	1.2	0.3	2.4	3.2
St. John's (T.-N.-L.) ³	0.1	-0.3	5.9	5.6	2.5	-	2.1	-	0.9	1.7

Notes: ¹ Révèle si l'indicateur concerné est supérieur ou inférieur à sa moyenne sur trois mois.

² Approximation du T4 2013 des Services économiques TD, en date de février 2014.

³ Données manquantes : Revenu personnel disponible et immigration pour Saint John et St. John's.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immobilier, Fédération des chambres immobilières du Québec et Conférence Board du Canada, en date de février 2014.

TABLEAU 3 : APERÇU TD DES MÉTROPOLES

	Prix des logements			Ventes de logements			Construction résidentielle			Perspectives du marché de l'habitation ³					
	Prix moyen d'un logement (en milliers de dollars)	Var. annuelle %	Var. T4 sur T4 %	Ventes (en milliers)	Var. annuelle %	Var. T4 sur T4 %	DAD (en milliers d'unités) ²	Pemis (unités) - Var. annuelle %	Mises en chantier (milliers)		Prix (en milliers de dollars)		Ventes (en milliers)		
									2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Mise à jour:	Jan. 2014	Jan. 2014	Dec. 2013	Jan. 2014	Jan. 2014	Dec. 2013	Jan. 2014	Dec. 2013	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014	Jan. 2014	
Canada	400.2	9.4	9.7	36.7	0.5	8.6	180.1	12.4	178.5	168.5	391.7	390.8	467.8	466.9	
Ouest															
Victoria (C.-B.)	503.8	16.6	-2.5	0.5	13.6	23.0	0.9	-39.8	1.1	1.2	479.4	474.3	6.2	6.2	
Vancouver (C.-B.)	805.4	8.4	11.1	2.7	34.4	45.8	19.2	14.7	16.0	17.5	808.0	802.3	29.2	28.4	
Calgary (Alb.)	455.8	5.8	5.5	2.5	13.7	14.8	17.5	13.3	16.0	13.0	452.1	457.5	31.7	32.4	
Edmonton (Alb.)	355.0	6.2	3.1	1.5	-5.9	17.1	11.5	38.3	14.0	15.5	358.8	363.1	19.9	20.0	
Saskatoon (Sask.)	337.6	3.5	1.1	0.5	17.3	8.5	4.9	-12.6	2.2	2.5	341.6	343.2	5.3	5.3	
Regina (Sask.)	340.0	11.5	-1.0	0.3	-1.5	7.8	1.7	51.7	2.5	2.0	314.3	316.4	3.9	4.0	
Centre															
Winnipeg (Man.)	275.2	5.8	6.2	1.0	-6.7	5.4	2.4	-50.3	3.5	3.1	271.8	273.9	12.3	12.2	
Toronto (Ont.)	547.6	9.0	9.0	6.8	-5.6	11.1	36.1	161.3	27.0	25.0	535.8	529.4	89.5	88.6	
Ottawa (Ont.)/Gatineau (Qc) ¹	353.9	1.5	2.8	1.1	-2.2	-2.0	3.5	-55.6	5.5	5.1	348.8	341.7	14.0	14.0	
Montréal (Qc)	329.6	1.6	0.4	3.0	-2.2	1.6	12.0	-30.7	17.0	16.5	323.7	325.2	38.0	38.2	
Québec (Qc)	266.2	-1.5	2.4	0.5	-2.2	-8.9	2.6	6.5	5.5	5.7	268.3	267.3	6.4	6.5	
Atlantique															
Saint John (N.-B.)	176.4	18.9	7.6	0.1	-24.0	1.3	0.1	-7.0	0.2	0.2	171.5	170.0	1.5	1.5	
Halifax (N.-É.)	271.4	-8.8	0.7	0.4	-23.5	-6.4	0.8	-57.3	2.5	2.3	275.1	276.5	5.3	5.4	
St. John's (T.-N.-L.)	277.3	-1.7	1.0	0.3	-16.8	-1.3	1.0	-46.6	1.7	1.8	-	-	-	-	

 Notes: ¹ Pour les ventes de logements, les données proviennent de la région d'Ottawa-Carleton.

² Données annuelles désaisonnalisées.

³ Prévisions des Services économiques TD, en date de janvier 2014. Prévisions non disponibles pour St. John's.

Sources: Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immobilier, Fédération des chambres immobilières du Québec et Conference Board du Canada, en date de février 2014.

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.